



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-huitième année

**9291<sup>e</sup>** séance

Jeudi 23 mars 2023, à 10 heures

New York

*Provisoire*

<i>Président :</i>	M. Fernandes . . . . .	(Mozambique)
<i>Membres :</i>	Albanie . . . . .	M. Spasse
	Brésil . . . . .	M. de Almeida Filho
	Chine . . . . .	M. Geng Shuang
	Émirats arabes unis . . . . .	M. Abushahab
	Équateur . . . . .	M. Pérez Loose
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. DeLaurentis
	Fédération de Russie . . . . .	M. Nebenzia
	France . . . . .	M. de Rivière
	Gabon . . . . .	M <sup>me</sup> Betoé Ndojombouet
	Ghana . . . . .	M. Agyeman
	Japon . . . . .	M <sup>me</sup> Shino
	Malte . . . . .	M. Camilleri
	Suisse . . . . .	M <sup>me</sup> Baeriswyl
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Kariuki

## Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

## **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

## **La situation au Moyen-Orient**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran et de la Türkiye à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités ci-après, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Geir Pedersen, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie ; et M. Tareq Talahma, Directeur par intérim de la Division des opérations et de la communication au Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Pedersen.

**M. Pedersen** (*parle en anglais*) : Je viens de rentrer à Genève en provenance d'Amman, où j'ai eu des échanges avec des hauts fonctionnaires de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, des États-Unis, de la France, de la Jordanie, de la Norvège, du Qatar, de la Türkiye, du Royaume-Uni, de la Ligue des États arabes et de l'Union européenne sur les moyens d'avancer après les tragiques tremblements de terre survenus le mois dernier.

J'avais déjà eu l'occasion d'avoir des discussions approfondies avec le Ministre égyptien des affaires étrangères, M. Shoukry Selim, et le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, M. Aboul Gheit, au Caire, avec le Ministre saoudien des affaires étrangères, le Prince Faisal bin Farhan, à Riyad, et avec le Ministre jordanien des affaires étrangères, M. Safadi, à Amman. Je me félicite de l'attention portée par la région à la crise en Syrie au lendemain des séismes.

Parallèlement, l'Envoyée spéciale adjointe Rochdi s'est rendue ces derniers jours en Syrie, à Lattaquié, à Jablé et à Damas. Elle a rencontré le Ministre syrien des affaires étrangères, M. Mekdad, ainsi que d'autres hauts fonctionnaires, à Damas et sur le terrain, dans les zones touchées par les tremblements de terre.

Nous avons fait passer les mêmes messages à tous nos interlocuteurs, des messages dont je voudrais faire également part aux membres du Conseil aujourd'hui.

Premièrement, il est absolument vital de continuer à fournir les ressources nécessaires pour les secours d'urgence après les séismes, tout en continuant, bien entendu, à appuyer l'action humanitaire d'une manière générale, tant en Syrie que dans les pays voisins, pour remédier aux immenses souffrances résultant du conflit. Je salue les contributions annoncées lors de la récente conférence internationale des donateurs qui s'est tenue à Bruxelles pour les interventions menées après les tremblements de terre en Syrie, et j'appelle à un décaissement rapide des fonds promis. Je continue à travailler en étroite coordination avec mes collègues hauts responsables de l'ONU, et je me félicite des échanges récents, à Damas, avec Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence. Mon collègue du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Tareq Talahma, présentera aujourd'hui au Conseil un exposé plus détaillé sur la situation humanitaire.

Deuxièmement, nous avons besoin d'un calme soutenu sur le terrain, en particulier dans les zones touchées par les tremblements de terre. Nous avons constaté des signes de calme au cours de la semaine qui a suivi les secousses, avec une relative accalmie de la violence dans la plupart des quartiers. Pendant de brefs instants, l'inimaginable est devenu réalité : dans une large mesure, les parties, de part et d'autre de la ligne de front, se sont abstenues d'engager les hostilités. Depuis lors, nous avons assisté à une augmentation progressive des incidents, avec des pilonnages et des attaques à la roquette à travers les lignes de front dans le nord-ouest et le nord-est ; quelques raids à travers la ligne de front menés par le groupe terroriste Hay'at Tahrir el-Cham, qui est inscrit sur les listes du Conseil de sécurité ; le signalement par les États-Unis d'attaques à la roquette qui ont visé leurs forces à Deir el-Zor ; un incident à Afrin au cours duquel des combattants de l'opposition armée ont tiré sur des civils ; d'autres atteintes à la sécurité dans le sud-ouest ; des attaques perpétrées par Daech ; et de nouvelles frappes aériennes attribuées à Israël, notamment sur l'aéroport international d'Alep, qui ont provoqué des dégâts matériels et la fermeture de l'aéroport, qui a perturbé les opérations humanitaires.

Je ne me préoccupe pas uniquement des souffrances que cette violence inflige aux civils. Nous avons

vu par le passé que de petits incidents peuvent entraîner une escalade plus importante, et nous devons à tout prix éviter cela. C'est pourquoi je travaille avec les principales parties prenantes pour instaurer un calme durable, notamment dans les zones du nord-ouest de la Syrie touchées par le tremblement de terre. C'est une question que j'ai évoquée à maintes reprises, notamment à Damas et avec l'Iran, la Türkiye, la Fédération de Russie, les États-Unis et tous les autres membres du groupe de travail sur le cessez-le-feu qui se réunit à Genève. J'apprécie à leur juste valeur les réponses positives des principaux membres de ce groupe de travail et j'espère qu'ils pourront exercer leur influence pour atténuer la violence. Un calme durable sera un élément essentiel à la confiance des donateurs et, partant, à leur appui à une véritable reconstruction dans les zones touchées par les tremblements de terre.

Troisièmement, de même que nous avons vu les différentes parties agir dans le domaine humanitaire, cette logique peut et doit être appliquée à la reconstruction après le tremblement de terre et aux défis politiques plus larges. Nous avons été témoins de la réouverture de deux points de passage longtemps fermés, ainsi que de nouveaux allègements des sanctions, ce qui montre que des parties ayant des points de vue divergents peuvent prendre des mesures constructives. Toutes les discussions que j'ai eues me donnent l'impression que nous pouvons aller de l'avant, si toutes les parties prennent des mesures supplémentaires dont les retombées ne se limitent pas à l'urgence immédiate. Pour faire avancer la discussion, nous devons dialoguer avec les parties syriennes sur la manière dont elles peuvent créer un environnement propice à la réhabilitation après le tremblement de terre, et échanger avec les acteurs externes sur la possibilité pour eux de fournir plus de ressources et de lever les obstacles, y compris ceux qui découlent des sanctions. Par exemple, la situation en matière de sécurité, la protection des civils, les questions relatives au logement, à la propriété foncière et à d'autres types de propriétés, et les documents d'état civil, ainsi que les moyens de subsistance, les services de base et l'infrastructure énergétique, sont autant de questions essentielles liées à la reconstruction après le tremblement de terre. Ces questions et d'autres, telles que la conscription et la détention, sont également d'une importance vitale pour les civils syriens en général, y compris les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays. À ce jour, d'autres questions ont aussi été abordées dans les discussions. Elles peuvent toutes faire l'objet d'un travail constructif.

Je pense qu'il est possible pour toutes les parties de mettre en œuvre mutuellement et réciproquement des mesures vérifiables qui peuvent nous permettre d'avancer progressivement dans la reconstruction après le séisme et, ce faisant, de renforcer la confiance politique sur les questions relatives à la résolution 2254 (2015). Je tiens à souligner que je continuerai de donner la priorité à la question des personnes détenues, enlevées et portées disparues, notamment en travaillant avec leurs familles. Au début du mois, j'ai rencontré des représentants de la Charte pour la vérité et la justice, qui m'ont expliqué qu'en raison des tremblements de terre, ils étaient encore plus inquiets de ne pas savoir ce qu'il était advenu de leurs proches, ni où ils se trouvaient, ni s'ils avaient pu être touchés par le séisme. Parallèlement, mon adjointe a continué d'insister sur cette question auprès de ses interlocuteurs lors de sa dernière visite à Damas. Par ailleurs, je souhaite saisir cette occasion pour renouveler l'appel lancé par le Secrétaire général à l'Assemblée générale, afin qu'elle envisage la création d'un nouvel organe international chargé de faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues et sur le lieu où elles se trouvent.

Quatrièmement, nous devons tous comprendre qu'une certaine coopération est essentielle, malgré les divergences, si nous voulons aller de l'avant. Aucune des parties, qu'il s'agisse du Gouvernement syrien, de l'opposition syrienne, des acteurs occidentaux, des acteurs arabes, des acteurs du processus d'Astana ou des autres parties concernées, ne peut faire avancer ce processus à elle seule. Les approches individuelles ne peuvent changer la donne de la même manière qu'une approche coordonnée. Mais si toutes les parties sont prêtes à proposer des mesures concrètes, à coopérer et à travailler ensemble, je suis convaincu, aujourd'hui plus que jamais, qu'il est possible et nécessaire d'aller de l'avant, pas à pas, étape après étape. Dans cet esprit, je me réjouis à la perspective de poursuivre le dialogue avec le Gouvernement syrien et la Commission syrienne de négociation au cours de la période à venir, ainsi qu'avec les pays de la région et d'ailleurs. Les bons offices de l'ONU auront besoin d'un appui ferme de la part des acteurs externes durant la prochaine étape. De plus, je pense que les principaux acteurs de la région ont un rôle distinct et important à jouer dans ce domaine et j'attends avec intérêt de poursuivre mon travail en étroite collaboration avec eux et avec toutes les parties concernées. Dans le cadre d'une démarche inclusive, je continuerai de dialoguer avec un large éventail de Syriens par l'intermédiaire du Bureau d'aide à la société

civile et du Comité consultatif des femmes syriennes, qui s'est réuni à La Haye il y a deux semaines. Leurs idées continuent d'orienter notre démarche.

Je suis préoccupé par le fait que la Commission constitutionnelle ne s'est pas réunie depuis 10 mois, ce qui envoie un message inquiétant, à savoir que la capacité des Syriens de chercher une solution globale est paralysée par des questions qui n'ont rien à voir avec leur pays. La Commission doit reprendre ses travaux de fond à Genève dans un esprit de compromis et à un rythme soutenu. La situation actuelle est tellement inédite qu'elle exige un esprit de décision et de coopération et des idées audacieuses. Pour la Syrie, seule une solution politique permettra d'aller de l'avant. Nous ne pourrions peut-être pas y parvenir d'un seul coup, mais je pense que nous pouvons y arriver progressivement. Le statu quo est inacceptable. Le regain d'attention diplomatique pour la Syrie, y compris dans la région, et les souffrances communes à tous les Syriens à la suite des tremblements de terre créent de nouvelles obligations et possibilités. Si toutes les parties coopèrent, je pense qu'elles peuvent aller de l'avant.

La semaine dernière, nous avons franchi le terrible cap des 12 ans depuis le début du conflit. Un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, facilité par l'ONU, et soutenu par la communauté internationale, est plus que jamais nécessaire. Une solution politique doit permettre de restaurer la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie et de répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien. Nous devons nous engager dans cette voie, même si nous progressons par étapes. Je suis disposé à proposer mes bons offices, à élaborer des propositions et à rassembler les acteurs nécessaires pour aider à aller de l'avant, conformément au mandat qui m'a été confié en vertu de la résolution 2254 (2015).

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Pedersen de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Talahma.

**M. Talahma** (*parle en anglais*) : Les tremblements de terre du 6 février et leurs conséquences nous rappellent brutalement la rapidité avec laquelle une tragédie peut frapper et bouleverser des vies en l'espace de quelques secondes. Alors que les équipes continuent de déblayer les décombres, le nombre de morts continue d'augmenter, avec plus de 56 000 décès enregistrés à l'heure actuelle. Des milliers de survivants continuent de se faire soigner pour des blessures physiques et des

traumatismes. Les dégâts matériels sont inimaginables. Selon les estimations de la Banque mondiale, les pertes totales en Syrie s'élèvent à 5,2 milliards de dollars, le montant réel étant probablement beaucoup plus élevé. Les dégâts causés aux habitations représentent environ la moitié des destructions estimées, et des millions de personnes se retrouvent plongées dans des situations de vie temporaires, incapables ou peu désireuses de retourner chez elles. Les récentes pluies et inondations n'ont fait qu'aggraver les difficultés auxquelles sont confrontées nombre de familles, et ont contraint de nombreuses personnes vivant dans des campements à se réinstaller une fois encore dans des endroits plus sûrs.

La crise humanitaire qui s'en est suivie a été sidérante, de par non seulement la rapidité des destructions, mais aussi l'ampleur des besoins. Cette catastrophe a mis à rude épreuve les infrastructures de prestation existantes et a touché les organisations humanitaires déjà présentes sur le terrain, notamment en faisant, malheureusement, des morts et des blessés parmi le personnel humanitaire, dont celui des Nations Unies.

Malgré ces difficultés, dans les heures qui ont suivi les tremblements de terre, l'ONU a débloqué 15 millions de dollars de son fonds d'urgence, montant qui a été porté à 40 millions de dollars quelques jours plus tard. En collaboration avec nos partenaires, nous avons donné à 2,2 millions de personnes l'accès à une aide alimentaire d'urgence, à des rations prêtes à consommer et à des transferts en espèces. Nous avons procédé à plus de 1,1 million de consultations médicales, et nous avons fourni de l'eau et des services d'assainissement à près de 380 000 personnes. Nous continuons de mener au quotidien des missions dans les zones touchées par les tremblements de terre, en apportant une aide, en évaluant l'intégrité structurelle des bâtiments et en recensant les besoins en matière de protection. L'octroi de larges dérogations pour les mouvements de personnel et les évaluations a déjà contribué à ces efforts.

L'élargissement du mécanisme transfrontière s'est également révélé essentiel dans le nord-ouest de la Syrie. Plus de 900 camions transportant de l'aide émanant de sept organismes des Nations Unies ont atteint cette région depuis la Türkiye via les trois points de passage disponibles de Bab el-Haoua, Bab el-Salam et Raai.

Il restera encore beaucoup à faire dans les semaines à venir. Il est nécessaire de désengorger et de consolider les abris collectifs. Il convient de favoriser l'accès à des logements adéquats. Il faut faciliter des retours librement consentis, en toute sécurité et

dans la dignité. Le regroupement familial, les interventions de sensibilisation auprès des communautés et les autres services de protection doivent être étendus afin de répondre aux graves préoccupations, en particulier en ce qui concerne les femmes et les filles. Les urgences de santé publique, notamment l'épidémie de choléra qui sévit actuellement, doivent faire l'objet d'un suivi. Les services de santé et de chirurgie doivent être renforcés.

La générosité des donateurs est indispensable à ces efforts. Leur aide, tant financière qu'en nature, est une bouée de sauvetage pour les communautés touchées. Nous nous félicitons de la tenue, cette semaine, à Bruxelles, de la conférence qui a réuni l'Union européenne et les donateurs internationaux. Les quelque 7 milliards d'euros qui ont été promis pour les mesures d'intervention en Syrie et en Türkiye seront essentiels pour appuyer les efforts de secours dans les mois à venir.

Nous ne pouvons pas ignorer le fait que cette immense tragédie a frappé des millions de personnes en Syrie déjà en proie à la pauvreté, au déplacement et à la privation après 12 ans de conflit, comme vient de le dire M. Pedersen. Quelque 15,3 millions de personnes en Syrie, dont beaucoup ont été touchées par le tremblement de terre, ne disposent que de peu de ressources en dehors de l'aide humanitaire et de l'appui à la protection pour répondre à leurs besoins les plus élémentaires.

Les femmes et les filles paient le plus lourd tribut. La violence ciblée à l'égard du personnel et des infrastructures de santé a entravé la fourniture de soins de santé sexuelle et reproductive vitaux, ce qui a des répercussions considérables sur la santé et le bien-être des femmes et des filles.

Rien ne laisse présager un relâchement des pressions qui s'exercent. Les prix alimentaires ont pratiquement doublé au cours des 12 derniers mois. Dans de nombreuses régions, un approvisionnement suffisant en eau est de moins en moins garanti. Des moyens de subsistance adéquats restent inaccessibles pour un trop grand nombre de personnes en Syrie.

Ces besoins croissants exigeront une détermination sans faille de la part de la communauté internationale. Il n'est pas surprenant que le plan de réponse humanitaire 2023 pour la Syrie soit le plus important au monde. Pourtant, à l'heure actuelle, il n'est financé qu'à hauteur de 6 %. La générosité affichée ces dernières semaines doit s'étendre à l'intervention humanitaire en cours en Syrie, et non la desservir, afin de veiller à ce que l'aide

vitale et l'assistance au relèvement rapide parviennent à toutes les personnes qui en ont besoin. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour créer un climat plus favorable dans lequel l'aide humanitaire puisse parvenir aux communautés de manière sûre, prévisible et opportune.

Fin février, une équipe interorganisations des Nations Unies a acheminé du matériel d'urgence dans la ville de Ras el-Aïn, dans la province de Hassaké, dans le cadre d'une mission exigeant le franchissement de lignes de front. Cette mission a constitué une avancée bienvenue. Nous espérons que des progrès similaires seront bientôt observés en ce qui concerne l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front dans le nord-ouest de la Syrie.

Le Secrétaire général adjoint Griffiths vient d'achever sa deuxième mission dans la région depuis les tremblements de terre du 6 février. Cette visite a été l'occasion de reprendre des discussions importantes avec des représentants du Gouvernement et des partenaires humanitaires sur les questions relatives à la préservation de l'espace humanitaire. Elle a également permis de poursuivre les échanges sur l'efficacité et la transparence des programmes humanitaires en Syrie.

Avec ces tremblements de terre, c'est une tragédie qui s'ajoute à une catastrophe pour des millions de personnes dans le nord de la Syrie. Nous avons réagi à cette dévastation en mobilisant toutes les ressources disponibles pour déployer du personnel supplémentaire, lever de nouveaux fonds et plaider en faveur d'un accès plus direct. Nous continuerons dans cette voie afin d'aider toutes les personnes dans le besoin sur le territoire syrien, où qu'elles se trouvent. Les besoins sont immenses, mais notre détermination reste inébranlable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Talahma de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. de Almeida Filho** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je fais la présente déclaration au nom de la Suisse et du Brésil, en leur qualité de corédacteurs chargés du dossier humanitaire syrien.

Je tiens tout d'abord à remercier M. Pedersen et M. Talahma de leurs mises à jour. Il ressort clairement de leurs exposés que notre action en Syrie est loin d'être terminée et que le Conseil de sécurité doit continuer de suivre de très près la situation dans ce pays.



La semaine dernière, la Syrie est entrée dans sa treizième année consécutive de conflit, lequel s'accompagne d'une des crises humanitaires les plus graves et les plus complexes au monde, encore aggravée par une catastrophe naturelle de grande ampleur. Les tremblements de terre de février ont frappé des régions durement touchées par le conflit, dans lesquelles des millions de personnes vivent dans des camps, des établissements informels ou des bâtiments non sécurisés, et ce, dans des conditions précaires. Dans le nord-ouest de la Syrie, 4,1 millions de Syriennes et de Syriens, dont 2,9 millions de déplacés, étaient déjà tributaires de l'aide humanitaire. Il est consternant de voir que le conflit continue de sévir avec intensité dans des régions où sont menées des opérations humanitaires d'urgence consécutives à cette catastrophe.

Il s'agit d'une crise humanitaire multidimensionnelle, aggravée par l'insécurité alimentaire, les pénuries d'eau, d'électricité et de carburant, le manque d'abris et d'installations sanitaires adéquats, et un risque accru de nouvelles épidémies, alors que de nombreux établissements de santé ont été endommagés. Environ 15,3 millions de personnes avaient déjà besoin d'assistance avant le séisme. Environ 8,8 millions de personnes en Syrie ont été touchées, et 500 000 déplacées, par cette catastrophe naturelle. Le nombre d'enfants déscolarisés a augmenté. Un grand nombre d'établissements scolaires qui étaient opérationnels ont été endommagés, détruits ou sont utilisés pour héberger temporairement les familles touchées par les séismes. Au vu de cette situation déplorable, nous devons veiller à ce que les besoins humanitaires de toutes les personnes touchées sur l'ensemble du territoire syrien soient satisfaits.

Tout en saluant les mesures constructives qui ont été adoptées récemment pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire en Syrie, nous réaffirmons qu'il faut permettre aux acteurs humanitaires opérant dans le pays d'utiliser toutes les modalités de l'aide, y compris l'acheminement de l'aide par la frontière et à travers les lignes de front. Il faut que l'aide qui était prévue avant le 6 février soit fournie, et il faut répondre aux besoins supplémentaires engendrés par le séisme.

Nous constatons avec satisfaction que deux points de passage supplémentaires ont été ouverts pour l'ONU, que l'aide acheminée à travers la frontière a augmenté et que plus de 937 camions sont passés par Bab el-Haoua, Bab el-Salam et Raai après les séismes. Malheureusement, aucun convoi n'a encore franchi les lignes de front. Nous rappelons que toutes les modalités de l'aide

doivent être utilisées pour atteindre les personnes les plus vulnérables.

La perturbation des opérations humanitaires en raison de l'endommagement des infrastructures ou de préoccupations en matière de sécurité peut avoir des conséquences humanitaires dramatiques pour les personnes touchées par le séisme, mais aussi pour toutes les personnes vulnérables qui ont besoin d'une aide humanitaire. Il est essentiel que l'aide soit acheminée sans entrave. Les travailleurs humanitaires doivent pouvoir accéder librement aux personnes qui ont besoin d'aide. La Suisse et le Brésil renouvellent les appels lancés à toutes les parties pour qu'elles facilitent un accès rapide, sans entrave et durable pour l'aide et le personnel humanitaires, et pour qu'elles ouvrent toutes les voies d'accès à toutes les personnes par tous les moyens possibles. Nous rappelons que toutes les parties doivent respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire.

Il faut également des ressources pour mener les opérations humanitaires. Nous nous félicitons des annonces de contributions faites lundi lors de la conférence internationale de donateurs qui s'est tenue à Bruxelles et de l'appui financier reçu à la suite de l'appel éclair émis en raison du séisme survenu en Syrie. Nous encourageons en outre la communauté des donateurs à continuer de contribuer au plan de réponse humanitaire pour 2023.

Nous remercions le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et tous les organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations non gouvernementales, de leurs efforts pour intensifier les opérations humanitaires alors que les conditions se sont encore aggravées à la suite des séismes. Les membres du Conseil de sécurité doivent également jouer leur rôle, notamment en mettant de côté leurs divergences et en œuvrant de manière constructive à l'amélioration des conditions de vie en Syrie.

Il ne peut y avoir de paix durable en Syrie sans un processus politique solide. Après tant de souffrances et de traumatismes, il faut donner au peuple syrien, en particulier aux enfants qui n'ont jamais connu la paix, une chance d'avoir un meilleur avenir.

Je souhaite m'exprimer maintenant à titre national sur la situation politique en Syrie. Je voudrais faire six observations.

Premièrement, nous avons le plaisir d'annoncer que les dons humanitaires du Brésil sont arrivés

en Syrie, notamment sept tonnes d'aliments nutritionnels déshydratés et 90 purificateurs d'eau qui peuvent produire plus de 500 000 litres par jour, desservant ainsi plus de 25 000 personnes.

Deuxièmement, le Brésil reste convaincu qu'une solution militaire est illusoire et nuirait à l'avenir de la Syrie. Seul un processus politique contrôlé et dirigé par les Syriens et facilité par l'ONU, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie, permettra d'instaurer une paix durable.

Troisièmement, un cessez-le-feu général s'impose d'urgence. Nous condamnons toutes les activités terroristes et les attaques menées par des forces étrangères, qui non seulement continuent de porter préjudice aux civils et d'endommager les infrastructures civiles, mais compromettent aussi gravement les perspectives d'un processus politique crédible.

Quatrièmement, la résolution 2254 (2015) définit une feuille de route aux fins d'un règlement politique du conflit. Nous remercions l'Envoyé spécial de son engagement indéfectible en faveur de sa mise en œuvre et de sa collaboration continue avec un large éventail d'acteurs pour tenter de trouver un moyen de sortir de l'impasse actuelle.

Cinquièmement, nous espérons que l'organe restreint de la Commission constitutionnelle syrienne pourra reprendre ses travaux dès que possible, ce qui suppose non seulement de décider du lieu où doivent se tenir les réunions, mais aussi et surtout de renouveler l'engagement de faire avancer le processus.

Sixièmement et enfin, en ce qui concerne les personnes portées disparues, les familles qui continuent de souffrir doivent obtenir les réponses qu'elles recherchent sur le lieu où se trouvent leurs proches portés disparus. Toutes les parties doivent faire preuve de volonté politique pour régler ce problème grave et urgent.

Pour terminer, nous espérons que les récents signes de coopération entre le Gouvernement syrien et l'ONU, ainsi qu'avec les acteurs régionaux, contribueront à établir une dynamique positive dans le traitement de ce dossier. Le Brésil partage l'avis de l'Envoyé spécial, qui estime que les difficultés rencontrées pour mener des interventions après ce séisme catastrophique sont un rappel brutal que le statu quo est insoutenable et indéfendable, et que le séisme pourrait néanmoins constituer un tournant. Les mesures coordonnées adoptées après le séisme montrent qu'il est possible de collaborer. Si la

même logique était appliquée à l'objectif de faire avancer le processus politique, nous pourrions progresser vers un règlement global du conflit.

**M. DeLaurentis** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et M. Talahma de leurs exposés utiles mais qui n'incitent guère à l'optimisme.

La guerre en Syrie est entrée dans sa treizième année. Le bilan de cette guerre est inimaginable. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées et beaucoup d'autres ont été blessées. Des villes, des villages et des quartiers ont été rasés. Plus de 155 000 personnes sont injustement détenues ou portées disparues, et plus de 13 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays ou ont le statut de réfugiés. Une génération d'enfants syriens n'a connu que la guerre et les privations.

Durant ces années de guerre, le régime d'Al-Assad n'a jamais vraiment recherché la paix. Il a préféré commettre des atrocités, dont certaines constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, et s'est caché derrière ses protecteurs, la Russie et l'Iran. Le refus du régime d'Al-Assad de participer aux réunions de la Commission constitutionnelle au cours des huit derniers mois, après neuf séries de réunions auxquelles il avait participé tout en agissant de mauvaise foi, démontre clairement qu'Al-Assad est convaincu qu'il peut soumettre le peuple syrien par les combats ou la faim.

L'Envoyé spécial Pedersen s'est efforcé par tous les moyens de faire avancer le processus politique qui se trouve dans l'impasse, en menant de vastes consultations avec toutes les parties dans le cadre de son initiative progressive et réciproque. Les États-Unis appuient cet effort. Comme nous l'avons dit précédemment, notre pleine participation exige que le régime syrien fasse de même, en toute bonne foi. Or, le régime d'Al-Assad semble se contenter de gagner du temps, cherchant peut-être à obtenir de meilleures offres et concessions de la part de la communauté internationale, sans rien proposer pour instaurer la confiance ou démontrer que Damas est disposé à œuvrer en faveur de la paix et de la stabilité. Al-Assad doit reprendre part, dans un esprit constructif, au processus politique dirigé par les Syriens et facilité par l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015). C'est la seule voie viable pour trouver une solution politique durable au conflit.

Nous exhortons les États qui coopèrent avec Al-Assad à rechercher des solutions constructives et

vérifiables pour les Syriens et l'ensemble de la région. Dans toute collaboration, des mesures concrètes doivent être prises en priorité pour garantir un accès humanitaire continu, prévisible et indépendant afin de mettre un terme aux atrocités commises par le régime et d'améliorer la situation du peuple syrien. Le régime d'Al-Assad doit prendre des mesures irréversibles pour atténuer les souffrances. Al-Assad est toujours ce dictateur brutal dont le régime a utilisé à plusieurs reprises des armes chimiques contre le peuple syrien, comme l'a encore démontré le dernier rapport en date de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Son régime a perpétré des attaques contre des civils, des écoles et des hôpitaux, et emprisonné, torturé ou assassiné des centaines de milliers de personnes. Al-Assad inonde par ailleurs la région de Captagon, favorisant ainsi la toxicomanie et la criminalité.

La tragédie du tremblement de terre n'a pas transformé Al-Assad en un chef d'État digne d'accolades. Seule une réforme authentique, globale et irréversible pourra le faire. En attendant, nous nous efforcerons d'améliorer la situation sur le terrain au profit des millions de personnes qui vivent en Syrie. La crise humanitaire en Syrie était déjà désespérée avant le tremblement de terre, avec plus de 15 millions de personnes ayant besoin d'aide. Les États-Unis sont le principal donateur d'aide humanitaire à la Syrie, ayant déboursé près de 16 milliards de dollars au cours des 12 années de guerre. Le tremblement de terre a fortement aggravé la crise humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie, augmentant considérablement les besoins en matière d'abris, de fournitures médicales, de nourriture et de carburant. Les États-Unis ont annoncé le versement d'une aide de 235 millions de dollars à la Syrie et à la Türkiye, dont 50 millions de dollars supplémentaires promis cette semaine lors de la conférence des donateurs généreusement organisée par la Suède et l'Union européenne. Nous engageons vivement tous les États à contribuer à la reconstruction après le tremblement de terre et, dans la mesure du possible, à collaborer directement avec l'ONU et d'autres organisations humanitaires pour veiller à ce que l'aide soit acheminée aux personnes qui en ont besoin. La septième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, qui se tiendra cet été, sera une occasion importante de manifester notre solidarité avec le peuple syrien et les pays qui accueillent si généreusement des réfugiés syriens.

Les États-Unis réaffirment leur soutien à l'acheminement de l'aide humanitaire par toutes les modalités

existantes. L'acheminement continu de l'aide transfrontière de l'ONU par les points de passage de Bab el-Haoua, de Bab el-Salam et de Raaï est essentiel pour sauver des vies. Nous félicitons l'ONU d'avoir tiré pleinement parti de l'accès accru qui lui a été temporairement accordé pour mener à bien ses opérations humanitaires à la suite du tremblement de terre. Nous demandons instamment à toutes les parties de tout mettre en œuvre pour garantir un accès humanitaire continu et prévisible aux populations dans le besoin en Syrie, et nous mettons en garde contre toute tentative d'exploiter la tragédie du tremblement de terre à des fins politiques. Nous exhortons en outre toutes les parties à faciliter l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front dans le nord-ouest et à toutes les communautés syriennes dans le besoin.

Nous rejetons catégoriquement les affirmations selon lesquelles les sanctions imposées par les États-Unis seraient à l'origine de la crise humanitaire en Syrie. La cause évidente de la crise réside dans la guerre menée par Al-Assad depuis 12 ans, ainsi que dans la mauvaise gestion et la corruption de son régime. Nous réfutons également les affirmations selon lesquelles nos sanctions contre Al-Assad et ses acolytes, qui ont commis des atrocités et des exactions, feraient obstacle à l'aide humanitaire. Des dérogations sont prévues dans le cadre de nos sanctions afin de favoriser l'acheminement de l'aide humanitaire par le truchement de l'ONU et d'organisations internationales non gouvernementales. Et depuis le tremblement de terre, nous collaborons non seulement avec les organisations humanitaires pour qu'elles puissent poursuivre leurs activités, mais aussi avec les gouvernements étrangers pour répondre aux besoins de la population syrienne. Depuis le 6 février, nous voyons des quantités phénoménales de fournitures médicales et de secours affluer du monde entier, par voie terrestre, aérienne et maritime, dans les zones contrôlées et non contrôlées par le régime. Nous restons prêts à aider les organisations qui fournissent une aide humanitaire légitime si elles estiment que les sanctions les empêchent d'accomplir leur mission.

Les femmes ont été particulièrement touchées par le conflit, notamment celles dont des membres de leur famille ont été détenus arbitrairement par le régime. Alors que nous nous efforçons de répondre aux besoins fondamentaux de la population à la suite des tremblements de terre dévastateurs, nous n'oublions pas les dizaines de milliers de personnes qui sont injustement détenues ou portées disparues depuis longtemps, et ce, bien avant les tremblements de terre. Les familles ont le droit de connaître le sort de leurs proches. Les



États-Unis sont favorables à la mise en place d'un mécanisme humanitaire chargé de répertorier et de signaler les lieux où se trouvent les personnes détenues et le sort de celles qui sont portées disparues. Nous attendons avec intérêt de collaborer avec d'autres pour contribuer à la création d'un tel mécanisme. Il y a près d'un an, Al-Assad a annoncé une vaste amnistie. Nous avons pris note de cette initiative à l'époque, dans l'espoir que de réels progrès soient réalisés. Si cela a permis la libération d'environ 500 personnes, ce qui a apporté un réconfort à leur famille, le sort de milliers de personnes reste malheureusement inconnu. Nous exhortons le régime et tous les acteurs à libérer immédiatement les personnes détenues arbitrairement de manière humaine et ordonnée, ainsi qu'à partager les informations en leur possession sur les personnes décédées en détention et à restituer leurs corps à leurs proches.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions l'Envoyé spécial Geir Pedersen et le Directeur par intérim Talahma de leurs exposés sur la situation politique et humanitaire en Syrie.

Nous avons toujours appuyé les efforts de médiation déployés par l'Envoyé spécial pour promouvoir un règlement dirigé et contrôlé par les Syriens sur la base de la résolution 2254 (2015), dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie, sans ingérence extérieure. Dans ce contexte, nous estimons qu'il importe que l'Envoyé spécial respecte strictement le mandat établi par le Conseil de sécurité, dont l'élément central est la promotion du dialogue intersyrien, notamment dans le cadre de la Commission constitutionnelle. À cet égard, nous prenons note de l'action menée par M. Pedersen pour reprendre les sessions régulières de la Commission constitutionnelle, sans les lier à un lieu particulier. Nous partons du principe que les décisions de principe concernant les modalités des cycles ultérieurs de consultations intersyriennes doivent être prises par les Syriens eux-mêmes.

La situation humanitaire à l'intérieur et autour de la République arabe syrienne est en très grande partie définie par les conséquences du tremblement de terre qui a eu lieu le 6 février. Malheureusement, plus tôt ce mois-ci, Israël a contribué à plusieurs reprises à encore aggraver la situation humanitaire. Les 7 et 22 mars, des avions de chasse israéliens ont tiré des missiles contre l'aéroport international d'Alep, qui est le plus proche des zones les plus touchées par le tremblement de terre à la frontière turco-syrienne. Il convient de rappeler que

cet aéroport n'accueille pas que des vols humanitaires internationaux. Le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies l'utilise également pour livrer tous les biens de première nécessité, notamment des médicaments, dans l'ensemble du pays. En raison des frappes israéliennes, les vols en provenance de pays tiers ont dû être redirigés temporairement vers les aéroports de Damas et de Lattaquié, d'où l'aide humanitaire a ensuite été acheminée par transport routier vers la province d'Alep. Dans un contexte de crise énergétique croissante en Syrie, qui était autrefois autosuffisante en termes de ressources pétrolières, ces dépenses supplémentaires pèsent lourdement sur les capacités logistiques des travailleurs humanitaires, alors que les besoins de la population ne cessent de croître.

Un autre facteur qui complique la situation humanitaire dans le pays est l'occupation par les États-Unis de la zone située à l'est de l'Euphrate, qui est riche en ressources. Cette violation flagrante du droit international ne semble pas déranger Washington, qui donne régulièrement des leçons aux autres. Le 4 mars, chef d'état-major interarmées des États-Unis, Mark Milley, accompagné de journalistes, s'est rendu sur la base américaine de Rmeïlan, dans le nord-est de la Syrie, prouvant une fois de plus que les États-Unis n'ont pas l'intention de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie.

Étant donné que la Syrie mène une politique indépendante, les États-Unis et leurs satellites lui refusent le droit de se développer de manière autonome. Selon les informations dont nous disposons, et malgré les dérogations pour raison humanitaire existantes, il n'est pas possible de livrer dans le pays les engins de construction lourds dont il a cruellement besoin pour déblayer les décombres dans les zones du territoire contrôlé par le Gouvernement qui ont été dévastées par le tremblement de terre. La raison invoquée est la même que pour les engrais : il s'agit de biens à double usage. C'est une excuse bureaucratique très commode pour Washington et Bruxelles. Nous devons également faire face à la persistance d'un excès de zèle dans le secteur bancaire, qui sape les efforts humanitaires. Les entreprises étrangères refusent tout simplement de conclure des contrats avec l'ONU. Nous demandons au Secrétariat de ne pas couvrir les agissements de Washington et Bruxelles. En fin de compte, ils sapent non seulement les opérations humanitaires de l'ONU sur le terrain, mais aussi l'image de l'Organisation dans son ensemble.

Depuis le 9 février, 900 camions transportant de l'aide humanitaire ont déjà pénétré dans le territoire non contrôlé par Damas en passant par les trois points de contrôle le long de la frontière turco-syrienne. Selon les estimations de l'ONU, le nombre de camions franchissant quotidiennement la frontière a doublé par rapport à l'année dernière. La grande majorité d'entre eux se rendent à Edleb.

Cela prouve qu'il n'y a aucun problème dans le fonctionnement des trois points de contrôle. Il n'y a pas non plus d'obstacle empêchant l'ONU de se rendre dans les zones du nord-ouest de la Syrie contrôlées par les rebelles et où les militants sont présents. Au 15 mars, selon le Secrétariat, il y avait déjà eu 27 missions de ce type. Ce mois-ci, Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé, et Filippo Grandi, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, se sont personnellement rendus dans les zones contrôlées par Hay'at Tahrir el-Cham. Il s'avère qu'en raison de la situation humanitaire désastreuse dans la région, les terroristes ont volontiers ouvert leurs portes à tous les représentants de l'ONU, en leur fournissant, ainsi qu'aux convois humanitaires en provenance de Türkiye, les garanties de sécurité nécessaires. Dans le même temps, le Secrétariat nous dit que l'ONU ne dispose pas de garanties suffisantes pour l'acheminement de l'aide humanitaire à travers les lignes de front à partir de Damas. L'ONU baisse donc les yeux et hausse les épaules, bien que la nécessité d'augmenter les livraisons à travers les lignes de front soit expressément énoncée dans la résolution 2672 (2023).

Nous demandons aux dirigeants de la branche humanitaire de l'ONU de cesser de se cacher derrière un langage politiquement correct, d'arrêter de faire les yeux doux aux terroristes et à ceux qui les soutiennent, et d'appeler un chat un chat, en reconnaissant que le Front el-Nosra ne prévoit même pas d'ouvrir l'accès aux travailleurs humanitaires depuis Damas. Et puisque ces voyous peuvent choisir d'accepter ou non l'aide humanitaire selon sa provenance, on peut en conclure que les besoins humanitaires de la région ne sont pas aussi importants qu'on nous le dit.

Dans ces conditions, il y a lieu de se demander dans quelle mesure le mécanisme transfrontière, dont le mandat expire bientôt, est nécessaire. Nous avons souligné à plusieurs reprises les défaillances de ce système, qui viole la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie. Face à l'hypocrisie à laquelle nous assistons en ce qui concerne l'acheminement de l'aide à travers les

lignes de front, nous sommes de plus en plus convaincus que l'acheminement des fournitures humanitaires vers toutes les régions de la Syrie doit se faire avec le consentement du Gouvernement légitime du pays, comme c'est le cas avec l'ouverture de deux points de passage supplémentaires à Bab el-Salam et Raai.

Pour terminer, nous informons le Conseil que le 13 mars, 56 enfants russes âgés de 3 à 17 ans ont été renvoyés en Russie, 49 d'entre eux provenant de camps de réfugiés dans la zone située à l'est de l'Euphrate et sept d'un orphelinat à Damas. Cela a nécessité non seulement un travail préparatoire minutieux, mais aussi des négociations avec les autorités locales. Au cours de ces échanges, nous avons conclu un accord prévoyant le retour de 200 autres enfants russes.

Nous appelons les autres États à intensifier leurs efforts pour rapatrier leurs ressortissants des camps de déplacés en Syrie.

**M. Abushahab** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je remercie M. Geir Pedersen et M. Tareq Talahma de leurs exposés importants.

La semaine dernière a marqué le début de la treizième année de guerre en Syrie. Les Syriens continuent de souffrir des conséquences horribles de cette guerre. Le récent tremblement de terre a exacerbé la crise humanitaire en Syrie et ajouté à la douleur du peuple syrien. L'heure est à une nouvelle phase de stabilité et de développement en Syrie, et il est grand temps que les pays tournent la page des désaccords afin de remédier à la crise syrienne loin des polarisations et divisions constatées dans le système international. Les positions traditionnelles et rigides qui font la distinction entre un Syrien de Damas et un Syrien d'Edleb doivent être mises de côté.

Dans le cadre du débat d'aujourd'hui sur la situation humanitaire et politique en Syrie, je voudrais faire les cinq remarques suivantes.

Premièrement, nous soulignons que la sécurité et la stabilité en Syrie ne seront pas instaurées si l'on ne s'attaque pas aux différents problèmes de sécurité et si l'on ne concentre pas tous les efforts diplomatiques sur le règlement de la crise plutôt que sur sa simple gestion. À cet égard, nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par l'ONU et l'Envoyé spécial pour la Syrie pour rapprocher les points de vue politiques régionaux et internationaux afin de sortir de l'impasse actuelle sur le volet politique, ce qui est plus urgent que jamais.

Nous souscrivons également à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu dans toute la Syrie. Nous réaffirmons notre rejet de toute ingérence étrangère en Syrie et soulignons la nécessité de respecter sa souveraineté, son indépendance et son intégrité territoriale. Dans ce contexte, nous condamnons fermement les frappes aériennes qui ont endommagé l'aéroport international d'Alep. Nous appelons tous les États à respecter le droit international et à protéger les infrastructures civiles, a fortiori après une catastrophe humanitaire.

Deuxièmement, nous soulignons qu'il est indispensable de dynamiser le rôle des pays arabes dans le règlement des crises arabes, y compris la crise syrienne, afin de parvenir à la stabilité dans la région. La Syrie est un pays arabe et elle ne peut être dissociée de la région arabe. Dans le même esprit, les pays arabes doivent embrasser la Syrie et l'aider à panser ses plaies, comme l'a démontré la solidarité arabe avec nos frères syriens après le tremblement de terre catastrophique. Conformément à notre détermination à renforcer la sécurité et la stabilité arabes et régionales, et dans le prolongement de notre solidarité constante avec le peuple syrien dans ces conditions difficiles, mon pays a récemment accueilli le Président syrien.

Troisièmement, en ce qui concerne la situation humanitaire, nous réaffirmons notre plein appui au peuple syrien frère en cette période critique. Pour leur part, les Émirats arabes unis continuent de répondre aux circonstances difficiles résultant du tremblement de terre en fournissant des secours et de l'aide médicale, ainsi que des hôpitaux de campagne, à la Syrie et à la Türkiye, et en travaillant en étroite collaboration avec l'ONU pour alléger les souffrances des personnes touchées. À cette fin, nous avons alloué une aide de plus de 300 millions de dollars aux deux pays, dont 20 millions de dollars en appui au plan de réponse humanitaire d'urgence de l'ONU pour la Syrie. Au lendemain du séisme, mon pays a également accueilli un certain nombre de personnes rescapées de Syrie qui se trouvaient dans un état critique et avaient besoin de recevoir les soins médicaux voulus.

Quatrièmement, nous soulignons qu'il est urgent d'atteindre toutes les zones touchées par le tremblement de terre en empruntant les itinéraires qui conviennent. Malheureusement, par l'effet d'une exploitation dangereuse de la catastrophe en cours, aucune aide humanitaire n'a été acheminée à travers les lignes de front depuis le sinistre. Les groupes terroristes refusent arbitrairement de laisser les secours intervenir à l'intérieur de la Syrie,

au mépris flagrant des valeurs et des principes humanitaires, ce qui ne fait qu'accroître la souffrance des civils. Il est donc impératif de faire en sorte que l'aide passe librement par les lignes de front et parvienne à ceux qui en ont besoin, conformément à la résolution 2672 (2023).

Enfin cinquièmement, nous insistons sur le fait que tout doit être mis en œuvre pour faciliter le retour des réfugiés syriens dans leur patrie, en toute sécurité et dans la dignité, et pour répondre à leurs besoins humanitaires. Il est essentiel d'en tenir compte dans l'exécution des projets de relèvement rapide et de reconstruction. À cet égard, nous encourageons le dialogue entre la Syrie et la Türkiye pour avancer sur la question du retour des réfugiés. La situation qui règne actuellement en Syrie ne peut pas durer. Notre peuple frère de Syrie mérite de vivre dans la sécurité et la stabilité, et les efforts doivent monter d'un cran à tous les niveaux afin qu'il soit mis un terme à la crise dans le pays.

Pour terminer, j'adresse mes bons vœux au peuple syrien, ainsi qu'à tous les peuples arabes et islamiques, en ce début du mois sacré du ramadan, en espérant qu'il sera porteur de joie et de réussite pour tout un chacun.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et le Directeur par intérim Talahma de leurs exposés.

La situation humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie est la source d'une préoccupation particulièrement vive pour la communauté internationale depuis le puissant séisme du 6 février. Le Gouvernement syrien a ouvert les points de passage de Bab el-Salam et de Raai, facilitant grandement l'acheminement des secours. La Chine s'en félicite et salue les échanges constructifs et la coopération entre le Gouvernement syrien et l'ONU, ainsi que la coordination efficace des divers organismes humanitaires des Nations Unies.

Au cours de la prochaine phase, il convient que l'aide humanitaire à la Syrie soit intégrée de façon plus organique à la reconstruction après la catastrophe, dans le concours apporté à la partie syrienne pour remettre en état les infrastructures, renforcer et rebâtir les logements, et assurer la maintenance des systèmes d'alimentation en eau et en électricité. À cet effet, il est important de continuer à promouvoir les projets de relèvement rapide. Le Secrétariat doit tenir des consultations étroites avec toutes les parties et s'employer activement à prendre les dispositions qui conviennent. Il sera également nécessaire d'intégrer dès que possible l'élimination des restes explosifs de guerre dans les projets de relèvement rapide

afin de garantir des conditions de travail sûres pour la reconstruction après la catastrophe. En même temps, nous tenons à mettre l'accent sur trois obstacles qui doivent être surmontés en vue d'améliorer encore l'acheminement des secours humanitaires en Syrie.

Premièrement, il n'y a pas eu le moindre progrès en ce qui concerne les opérations d'aide menées à travers les lignes de front dans le nord-ouest de la Syrie, au cours du mois écoulé. Le Secrétariat doit s'attacher davantage à promouvoir ces activités humanitaires et signaler les problèmes au Conseil en temps utile pour faciliter la recherche de solutions.

Deuxièmement, étant donné qu'il s'agit d'une infrastructure civile importante et d'une plaque tournante de l'acheminement des secours, il faut que la sûreté d'exploitation de l'aéroport d'Alep soit garantie. Nous sommes préoccupés par la nouvelle frappe aérienne israélienne qui a visé l'aéroport hier et nous espérons que cela ne se reproduira pas, ni rien de ce genre. La souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie doivent être respectées.

Troisièmement, même si les pays concernés ont annoncé, après le séisme, un assouplissement ou la suspension temporaire des sanctions unilatérales qui pèsent sur la Syrie, ces mesures provisoires ne sauraient toutefois rattraper les dégâts systémiques dus à leurs sanctions, qui durent. Ils doivent lever immédiatement et sans condition toutes les sanctions unilatérales illégales imposées à la Syrie et cesser d'exacerber artificiellement la catastrophe humanitaire.

Pour ce qui a trait au processus politique en Syrie, la Chine se félicite des échanges intensifs de l'Envoyé spécial Pedersen avec toutes les parties sur l'application de la résolution 2254 (2015) dans le cadre de l'approche pas à pas qu'il a définie. La Chine est en faveur d'une reprise des réunions de la Commission constitutionnelle dans les meilleurs délais, conformément au principe d'un processus dirigé et contrôlé par les Syriens.

Nous saluons la visite du Président syrien aux Émirats arabes unis et la réunion entre les deux Chefs d'État, et nous nous félicitons que la Tunisie envisage de rétablir ses relations diplomatiques avec la Syrie. Nous espérons que la réunion proposée entre les Vice-Ministres des affaires étrangères de la Russie, de l'Iran, de la Türkiye et de la Syrie donnera des résultats. Nous sommes convaincus que l'assistance fournie par les pays de la région augmentera les chances d'un règlement politique en Syrie. Nous appelons également à ce que les

pays soient plus nombreux à prendre l'initiative de créer un climat extérieur propice à un règlement politique.

Les conditions de sécurité qui règnent aujourd'hui en Syrie sont complexes. La communauté internationale doit y combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en appliquant une politique de tolérance zéro. Toute tentative d'exploiter le terrorisme à des fins individuelles aura l'effet opposé à celui recherché et sera contreproductive.

Enfin, nous exhortons une fois de plus les forces étrangères à retirer tous les éléments de leur présence militaire illégale en Syrie et à cesser de piller les ressources naturelles du pays.

**M. Pérez Loose** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et le Directeur par intérim de la Division des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), M. Tareq Talahma, des informations qu'ils ont fournies.

Nous saluons les efforts déployés par les équipes des Nations Unies et leurs organismes partenaires sur le terrain pour continuer d'apporter une aide humanitaire à la population syrienne, dans le contexte d'une hausse très marquée du nombre de sans-abri et de déplacés. Les contributions des États donateurs sont cruciales et, à ce sujet, notre délégation demande avec le Secrétaire général que des stratégies soient identifiées pour permettre que le montant total de l'appel éclair qu'il a lancé le 14 février soit réuni aussi vite que possible. D'après les estimations de l'OCHA, 8,8 millions de personnes auraient été touchées par le séisme, dont la moitié très sévèrement. Le système de santé est au bord de l'effondrement, et la situation est aggravée par le nombre croissant de cas de choléra, de maladie à coronavirus (COVID-19), d'infections gastriques et de problèmes cutanés. Le sentiment d'insécurité est élevé, en particulier chez les femmes et les enfants rescapés de la tragédie qui se retrouvent sans domicile. En outre, il y a un nombre inquiétant d'enfants qui ont besoin d'une aide nutritionnelle, de services de base et de soins de santé.

En pleine dévastation due à la guerre et au récent tremblement de terre, il est inacceptable que des atteintes à la vie et à l'intégrité des civils soient commises et que des infrastructures stratégiques essentielles à la subsistance de base des citoyens soient détruites, tout cela en violation flagrante du droit international humanitaire. L'Équateur condamne catégoriquement les attaques



au missile perpétrées contre un quartier résidentiel de Damas, de même que la destruction d'une partie de l'aéroport international d'Alep, qui a perturbé le trafic aérien à un moment particulièrement délicat, compte tenu des besoins immenses en matière d'aide humanitaire.

Le Conseil de sécurité a démontré sa détermination à définir des stratégies permettant d'atténuer les souffrances du peuple syrien. L'adoption de la résolution 2672 (2023), qui a permis au poste frontière de Bab el-Haoua de rester ouvert, ainsi que l'ouverture de deux autres points de passage, à savoir Bab el-Salam et Raaï, à la suite du tremblement de terre, ont permis à 910 camions d'aide humanitaire d'atteindre le nord-ouest de la Syrie. Nous demandons instamment au Gouvernement syrien de maintenir ces points de passage ouverts indéfiniment et de coopérer avec les organismes des Nations Unies. L'Équateur réaffirme son engagement à continuer d'appuyer les initiatives qui contribuent au règlement de cette crise multidimensionnelle, en particulier l'approche pas à pas mise en œuvre par l'Envoyé spécial Pedersen. Nous appelons à faire taire les armes en Syrie. Aujourd'hui plus que jamais, la population de ce pays a besoin de la solidarité des pays de la région et de la communauté internationale.

**M<sup>me</sup> Baeriswyl** (Suisse) : Je fais cette déclaration à titre national sur la situation politique en Syrie. En ce qui concerne les aspects humanitaires, je me joins à ce qu'a dit notre collègue brésilien au nom de nos deux pays. Je voudrais bien entendu remercier l'Envoyé spécial Pedersen, ainsi que M. Talahma.

En mars 2011, le peuple syrien défilait dans les rues de Deraa et de Damas en quête de réformes. Un peu partout en Syrie, les murs portent encore des traces de ces premiers mois, sous la forme de graffitis, qui reflètent parfois la tristesse, la colère, mais aussi la détermination inébranlable des Syriennes et des Syriens à construire un nouvel avenir. Douze ans après les premières manifestations, la Syrie est marquée par ce conflit. La répression contre les aspirations civiques de toute une génération de Syriens et de Syriennes, la destruction des infrastructures et des liens culturels et sociaux, le déplacement forcé de millions de personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, l'ont à jamais changée. Après 12 ans de conflit, la détention et la disparition forcée de dizaines de milliers de Syriennes et de Syriens continuent de peser lourd pour la société syrienne. La question des détenus et des disparus demeure une préoccupation centrale de paix et de sécurité.

Devant le vide béant laissé par les disparitions, les cendres et les gravats causés par le conflit et, plus récemment, par les tremblements de terre, une solution politique du conflit syrien reste primordiale. Les Syriennes ont un rôle important à jouer à cet égard. En vue de l'amélioration des conditions sociales, matérielles, humaines et politiques de leur pays, nous soutenons la participation pleine, égale et significative des Syriennes aux décisions qui engagent leur avenir, leurs besoins et leurs aspirations pour le futur, qu'elles soient citoyennes, réfugiées ou représentantes politiques ou de la société civile. Cela est conforme au programme pour les femmes et la paix et la sécurité et à la résolution 2254 (2015). À ce sujet, nous saluons le caractère inclusif du Comité consultatif des femmes syriennes et ses efforts pour promouvoir le dialogue.

Comme l'Envoyé spécial Geir Pedersen l'a dit, « la situation en Syrie est intenable et continuer de la même manière défie l'humanité et la logique ». La Suisse soutient les efforts de l'Envoyé spécial visant à rétablir la confiance entre les différentes parties dans la dynamique actuelle, pour que ce moment soit un tournant. Nous plaidons pour un rôle actif de l'ONU dans la recherche d'une solution politique au conflit et continuerons de mettre à disposition Genève pour accueillir tous les types de pourparlers et d'initiatives visant à promouvoir une paix durable en Syrie.

La Suisse s'inquiète des violations continues du droit international humanitaire et des droits humains commises, depuis 2011, par toutes les parties dans tout le pays. Elle appelle toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations à cet égard afin de mettre fin à la situation désastreuse dans laquelle vivent les civils et les personnes privées de liberté en relation avec le conflit. Nous restons particulièrement consternés par la persistance des graves violations commises contre les enfants. La justice et la lutte contre l'impunité sont des conditions *sine qua non* pour permettre une paix durable. En ce sens, la Suisse soutient, par exemple, le travail du Mécanisme international, impartial et indépendant. Nous tenons également à souligner le rôle que le Conseil peut jouer dans la lutte contre l'impunité. Il s'agit d'éviter que de telles violations du droit international, notamment du droit international humanitaire et du droit international des droits humains, ne se répètent à l'avenir, en Syrie ou ailleurs.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour

la Syrie, M. Pedersen, et M. Talahma de leurs exposés et du travail de leurs équipes.

Il y a maintenant 12 ans, le peuple syrien est pacifiquement descendu dans la rue pour réclamer la liberté, des réformes politiques et un Gouvernement qui respecte et fait respecter les droits de l'homme. Le régime d'Al-Assad a répondu à ces demandes par une attaque violente. Le tremblement de terre du mois dernier a aggravé cette crise. Le Royaume-Uni continue d'apporter son appui à la population syrienne, ayant fourni 4,6 milliards de dollars d'aide humanitaire depuis 2011. Au lendemain du tremblement de terre, nous avons annoncé l'octroi de 52 millions de dollars supplémentaires à la Syrie et à la Türkiye pour financer les denrées alimentaires, les fournitures médicales et les abris. Ces ressources doivent parvenir aux plus de 4,1 millions de personnes vivant dans le nord-ouest de la Syrie par les moyens les plus efficaces et les plus efficaces possible, notamment grâce à un accès transfrontalier prévisible. Nous saluons les efforts déployés par l'ONU pour fournir et intensifier cet appui. Mais ne nous méprenons pas en pensant que le conflit est terminé. Même après le tremblement de terre, les hostilités ont repris, et nous avons vu de nombreux exemples d'attaques du régime contre des civils, tandis que la narco-industrie du Captagon venue de la Syrie, qui génère des milliards de dollars, fait peser un risque nouveau et déstabilisant sur la région.

Comme l'a dit le Secrétaire général à l'occasion de l'anniversaire du conflit, l'appui et la solidarité apportés au lendemain du tremblement de terre doivent se traduire par un regain d'énergie sur le volet politique. Nous devons nous pencher sur les questions fondamentales à l'origine du conflit. Il est urgent de mettre fin au conflit de manière inclusive et responsable. La résolution 2254 (2015) fournit le cadre nécessaire pour l'instauration de la paix durable et viable que le peuple syrien mérite. Nous nous félicitons de tous les efforts déployés pour progresser sur cette voie, y compris l'importante mobilisation de l'Envoyé spécial Pedersen et des États Membres dans la région cette semaine. J'exhorte tous les collègues présents dans cette salle à jouer leur rôle dans l'instauration de la paix pour le peuple syrien.

La semaine prochaine, le Secrétaire général nous parlera de la situation tragique des familles qui recherchent toujours leurs proches et de son appel à envisager la mise en place d'un mécanisme pour les personnes portées disparues. C'est une question qui concerne tous les Syriens, quel que soit leur camp. Nous

espérons que l'ONU pourra faire front commun pour leur apporter des réponses.

**M<sup>me</sup> Shino** (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Pedersen, et M. Tareq Talahma, Directeur par intérim de la Division des opérations et de la communication au Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Je voudrais également commencer mon intervention en rappelant que le mois en cours marque le douzième anniversaire du début de la crise en Syrie. Nous ne devons pas oublier les histoires tragiques de chacune des victimes, les personnes assassinées ou emprisonnées, les sans-abri et les déplacés, ni le traumatisme des enfants qui n'ont connu que le conflit depuis leur naissance. Le tremblement de terre a été un cauchemar au beau milieu d'une situation déjà cauchemardesque. Une approche novatrice est nécessaire pour faire face à cette calamité indescriptible. Nous avons besoin d'une augmentation radicale de l'aide humanitaire et d'une assistance à long terme pour favoriser le redressement rapide de la région touchée. Le Japon a déjà fourni des secours d'urgence et une aide humanitaire pour un montant d'environ 18,5 millions de dollars.

En tant que pays ayant connu de nombreux séismes, le Japon peut mettre à profit son expérience afin de recenser les besoins à venir. La priorité doit être de s'attaquer sans délai aux risques de catastrophes secondaires, notamment l'effondrement des bâtiments et la propagation des épidémies, et de rendre les édifices et les communautés locales résistants aux séismes, comme l'a souligné le Ministre des affaires étrangères, M. Hayashi, dans sa déclaration à la conférence des donateurs qui s'est tenue à Bruxelles, au début de cette semaine. Les donateurs doivent donc continuer d'appuyer généreusement l'appel éclair et le plan de réponse humanitaire pour la Syrie. Nous devons utiliser pleinement toutes les modalités d'aide et renforcer la coordination entre tous les intervenants humanitaires, dont les organisations non gouvernementales et la société civile.

Le Japon se félicite à nouveau de l'accord conclu entre le Gouvernement syrien et l'ONU en vue d'établir deux points de passage supplémentaires pour permettre à l'aide d'atteindre le nord-ouest du pays. Nous prenons également acte de l'autorisation généralisée accordée par le Gouvernement syrien à l'aide acheminée à travers les lignes de front. Environ 1 000 camions d'aide de l'ONU transportant des secours ont déjà pu passer, ce qui apporte une lueur d'espoir au milieu de la

dévastation, mais il convient d'intensifier cette coopération. Dans le même temps, nous rejetons les opérations militaires visant à exploiter la situation d'urgence à des fins égoïstes. Les récentes frappes aériennes sur le nord-ouest de la Syrie et l'attaque de l'aéroport international d'Alep sont extrêmement inquiétantes et ont gravement entravé les opérations d'aide humanitaire.

Le mois sacré du ramadan est une période de réflexion et de retenue. La cessation des hostilités et un cessez-le-feu à l'échelle du pays sont essentiels à la fois pour l'acheminement de l'aide nécessaire et pour la promotion du dialogue politique entre les parties concernées. Nous sommes très préoccupés par l'absence de calendrier pour la convocation de la neuvième session de la Commission constitutionnelle à Genève, une étape essentielle pour faire avancer le processus politique. La Commission constitutionnelle représente la seule instance en mesure de rassembler tous les acteurs pour poursuivre le dialogue, et elle ne saurait être entravée par un membre du Conseil de sécurité. Nous reconnaissons que les activités diplomatiques régionales se sont intensifiées depuis le tremblement de terre et nous espérons que cela créera un environnement plus favorable qui permette à l'approche pas à pas et étape par étape de l'Envoyé spécial Pedersen d'aboutir à des résultats concrets.

Enfin, ce sont les Syriennes et les Syriens qui ont risqué leur vie pour sauver les personnes ensevelies sous les décombres. Ce sont eux qui doivent mener le processus politique nécessaire à la réhabilitation de la belle et digne Syrie d'antan. Il est de la responsabilité du Conseil d'appuyer ce processus.

**M. de Rivièr** (France) : Je remercie M. Pedersen et M. Tahlama pour leurs interventions. J'aimerais insister sur deux points.

La France vient d'accroître à nouveau son aide au peuple syrien. Les engagements des bailleurs internationaux ont atteint 950 millions d'euros lors de la conférence des donateurs, qui s'est tenue à Bruxelles, lundi 20 mars. La France a annoncé une contribution additionnelle de 7 millions d'euros, pour atteindre 26 millions au total depuis le séisme ; celle-ci permettra de répondre aux besoins vitaux des personnes affectées par ce séisme. La France s'était immédiatement mobilisée, dès le lendemain de la catastrophe, avec l'acheminement de 40 tonnes de matériel d'urgence, pour faire face aux besoins cruciaux. Le séisme a conduit à de nouveaux déplacements de population, alors que la moitié de celle-ci a été contrainte de quitter son foyer depuis 2011. Nous

saluons les efforts consentis par les États accueillant depuis 12 ans les réfugiés syriens. Nous continuerons de les soutenir, notamment lors de la Conférence Bruxelles VII, en juin. Nous rappelons également que nous avons plusieurs programmes de réinstallations avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Cette crise humanitaire ne peut cependant nous faire oublier les réalités de la guerre en Syrie. L'Envoyé spécial l'a encore rappelé aujourd'hui, un cessez-le-feu national doit être une priorité pour toutes les parties. Dans l'intérêt du peuple syrien, qui aspire à une paix durable, la France restera ferme et ne fera pas évoluer sa position vis-à-vis du régime, tant que des progrès réels et durables vers une solution politique fondée sur la résolution 2254 (2015) n'auront pas été accomplis. Le séisme du 6 février ne peut effacer la brutalité du régime envers son peuple et les crimes de guerre dont il est responsable. Aujourd'hui encore, plus de 155 000 personnes sont portées disparues, la plupart d'entre elles sont passées par les prisons du régime. La France poursuivra sans relâche son combat contre l'impunité.

La corruption systématique et à grande échelle a aujourd'hui atteint des niveaux sans précédent. La Syrie représente désormais 80 % de la production mondiale du Captagon. Ce trafic de drogue étatisé, dont le montant est estimé à plus de 57 milliards de dollars, bénéficie au régime et à quelques hommes d'affaires proches de celui-ci ainsi qu'aux milices présentes en Syrie, et il constitue un facteur de déstabilisation pour toute la région. C'est pourquoi la France souhaiterait disposer de plus amples informations de la part de l'ONU sur la production de Captagon.

**M. Spasse** (Albanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Pedersen et M. Talahma de leurs exposés.

Nous sommes profondément attristés par le fait que chaque fois que nous prenons la parole sur ce dossier, les mots nous manquent pour décrire la détérioration d'une situation déjà catastrophique en Syrie, qui entre dans sa treizième année. La crise humanitaire se dégrade de jour en jour. Plus de 70 % de la population a besoin d'une aide humanitaire d'urgence pour survivre. Nous félicitons l'Union européenne et les donateurs internationaux d'avoir promis 7,5 milliards de dollars à la conférence de collecte de fonds qui s'est tenue à Bruxelles, lundi dernier, afin d'aider la Türkiye et la Syrie à faire face aux conséquences du séisme dévastateur.

Le conflit est loin d'être gelé et, chaque jour, des personnes sont tuées par des bombes tombées du ciel, des chars d'assaut ou des attaques terroristes. La Syrie reste un champ de la mort, gorgé du sang des civils innocents, notamment des femmes et des enfants, et plus de 100 000 Syriennes et Syriens ont été victimes de disparitions forcées ou sont détenus par les effroyables *mukhabarat*, les services du renseignement. Aucun processus politique n'est en cours en Syrie. La Commission constitutionnelle, mort-née, ne donne aucun signe de vie. Sept ans après son adoption, la résolution 2254 (2015), condition *sine qua non* du règlement du conflit en Syrie, reste lettre morte. Le régime d'Al-Assad est le principal responsable du classement de la Syrie au troisième rang des pays les moins pacifiques du monde selon l'indice mondial de la paix de 2022.

Nous avons échoué, collectivement, à empêcher le régime syrien de massacrer son propre peuple. Nous n'avons pas réussi à le contraindre à répondre des crimes les plus graves que sont les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et l'utilisation répétée d'armes chimiques en toute impunité. Il ne pourra y avoir de paix en Syrie tant que la justice et l'obligation de rendre des comptes ne seront pas garanties.

Nous appuyons fermement toutes les tentatives visant à contraindre le régime syrien à respecter les résolutions du Conseil et à commencer à coopérer de bonne foi pour entamer la transition politique en Syrie. Nous sommes très favorables à la création d'un nouveau mécanisme qui permettrait de faire la lumière sur ce qu'il est advenu des personnes portées disparues, comme l'a recommandé le Secrétaire général en août 2022. Nous soutenons fermement la pleine application de la résolution 2672 (2023) et la prorogation du mécanisme d'aide transfrontière dans le nord-ouest de la Syrie, ainsi que l'ouverture de points de passage supplémentaires pour répondre à la demande croissante d'aide humanitaire, qui ne doit jamais être politisée. Venir au secours des personnes qui en ont le plus besoin est la moindre des choses que la communauté internationale puisse faire pour montrer aux Syriens qu'ils n'ont pas été abandonnés, et pour qu'ils puissent survivre et garder leur foi en l'humanité.

**M. Camilleri** (Malte) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie l'Envoyé spécial Pedersen et M. Talahma de leurs observations qui donnent à réfléchir. En ce jour spécial, nous souhaitons à toutes les communautés musulmanes du monde entier *Ramadan Kareem* et *Ramadan Mubarak*.

Les répercussions dévastatrices du tremblement de terre continuent de se faire sentir en Syrie. Six semaines plus tard, nous sommes toujours aux prises avec les pertes humaines considérables, la destruction de milliers d'habitations et les conséquences meurtrières dues à des infrastructures civiles qui étaient déjà fragiles et en ruines dans tout le pays. Tout en saluant le travail du système des Nations Unies, nous reconnaissons qu'il faut augmenter la quantité d'aide fournie dans le nord-ouest de la Syrie et veiller à ce qu'elle arrive le plus rapidement possible là où elle est nécessaire. Nous prenons note des préoccupations mises en lumière par la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne.

D'énormes besoins subsistent. En l'absence d'une intensification majeure et d'un soutien accru à l'ONU et aux organismes humanitaires en Syrie, les niveaux de mortalité évitable ne peuvent qu'augmenter. À cet égard, Malte prend note avec satisfaction de l'augmentation du nombre de camions envoyés à travers le point de passage de Bab el-Salam ces derniers jours. Jusqu'ici, la grande majorité des camions est passée par le point de passage de Bab el-Haoua, ce qui souligne la nécessité de maintenir le mécanisme transfrontière ouvert et opérationnel. De plus, nous appelons toutes les parties à soutenir et à faciliter l'acheminement de l'aide en provenance de Damas vers le nord-ouest et le nord-est. Malte a reçu avec préoccupation les informations faisant état de frappes aériennes visant l'aéroport d'Alep le 6 mars. Nous partageons les inquiétudes du Coordonnateur résident pour la Syrie quant aux conséquences potentielles de ces attaques sur l'opération d'aide humanitaire.

Ce mois-ci, le conflit syrien est entré dans sa treizième année. En réalité, aucun des acteurs ou groupes restants ne peut, à lui tout seul, régler ce conflit. Comme des années de destruction l'ont montré de manière frappante, il n'y a pas de solution militaire au conflit, mais il existe de nombreux domaines dans lesquels il est possible de faire des progrès, conformément à la résolution 2254 (2015), qui reste la seule voie viable pour briser le statu quo actuel. Par exemple, la libération, dans la transparence et de manière vérifiable, des personnes détenues arbitrairement en Syrie, ainsi que la communication d'informations sur le sort des personnes portées disparues et des victimes de disparitions forcées, sont du ressort des parties. Appliquer ces mesures aboutirait à une véritable avancée politique. Nous demandons instamment aux autorités syriennes d'autoriser le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à se rendre en République arabe syrienne et à y établir



une présence. La reprise des réunions et des travaux de la Commission constitutionnelle à Genève constituerait également un signal positif, notamment l'élaboration de politiques et de législations visant à éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles dans tous les domaines de la vie et à parvenir à l'égalité femmes-hommes, y compris au moyen de quotas et de mesures spéciales.

La violence contre les femmes et les filles reste omniprésente. Malte appelle la République arabe syrienne et toutes les parties au conflit à renforcer le cadre national de protection de l'enfance et à faire cesser et prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants. Nous demandons une fois de plus à toutes les parties, en particulier à la délégation syrienne, de participer de manière constructive à ce processus. En l'espèce, Malte reste favorable à un véritable processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, facilité par l'ONU, dans le cadre duquel tous les principaux acteurs travaillent de manière constructive et cohérente dans l'intérêt du peuple syrien. Nous réaffirmons que les retours des réfugiés et déplacés syriens doivent être légaux et se faire en toute sécurité et de manière librement consentie, conformément aux critères établis par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Je conclurai en soulignant que nous appuyons pleinement le travail de l'Envoyé spécial Pedersen et son initiative progressive et réciproque. Il est temps de briser le statu quo, de faire appliquer le principe de responsabilité et de progresser vers une paix juste et durable.

**M. Agyeman** (Ghana) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Gabon, le Mozambique et mon pays, le Ghana.

Nous remercions de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Geir Pedersen, et le Directeur par intérim de la Division des opérations et de la communication au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M. Talahma. Nous saluons la participation à la présente séance des représentants de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran et de la Türkiye.

La combinaison de 12 années de conflit et d'une catastrophe naturelle aux proportions épiques en plein hiver exacerbe les souffrances du peuple syrien. Le tremblement de terre a malheureusement touché 15,3 millions de Syriens, soit environ 70 % de la population, à un moment où ils avaient déjà besoin d'une

aide humanitaire. Tragiquement, il a coûté la vie à plus de 6000 personnes et en a blessé beaucoup d'autres. Des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées sans abri en hiver, et d'autres sont toujours portées disparues après la catastrophe.

Jamais il n'a été plus primordial que la communauté internationale apporte d'urgence son soutien aux Syriens. L'augmentation exponentielle du nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire à la suite de cette catastrophe exige des ressources supplémentaires. Nous devons tous fournir l'appui requis aux efforts déployés pour mobiliser le soutien de la communauté internationale au peuple syrien. Aussi remercions-nous tous les donateurs qui se sont montrés à la hauteur de l'enjeu en apportant des contributions généreuses qui, au 21 mars, s'élevaient à environ 312,1 millions de dollars, sur les 397 millions demandés dans le cadre de l'appel éclair lancé suite au tremblement de terre en Syrie. De plus, nous saluons les efforts de l'Union européenne et des autres donateurs internationaux qui se sont engagés à verser environ 1 milliard de dollars pour soutenir les efforts de secours consécutifs au séisme. Tout en lançant un appel urgent à la communauté internationale pour qu'elle aide à recueillir les quelque 85 millions de dollars manquants pour financer intégralement l'appel éclair, nous n'oublions pas que le plan d'aide humanitaire pour le pays reste sous-financé à plus de 90 %. Le peuple syrien continue de compter sur notre soutien à cet égard en cette période douloureuse, et nous ne devons pas le décevoir.

Au milieu de cette tragédie, nous déplorons les hostilités militaires incessantes des parties, y compris les attaques terroristes menées par Daech et Hay'at Tahrir el-Cham le long des lignes de front. Ces attaques insensées, qui continuent de coûter la vie à des civils, plongent la Syrie dans une instabilité encore plus grande. La mort de 42 civils, dont quatre femmes et 13 enfants, ainsi que les blessures infligées à 52 autres personnes du fait de ces hostilités, sont extrêmement affligeantes. Comme toujours, dans le contexte de la poursuite des hostilités et des problèmes de protection qui en découlent, ce sont les femmes et les filles qui paient le plus lourd tribut, notamment en termes de soins de santé. Nous condamnons le fait que des civils innocents et des infrastructures civiles sont pris pour cible et nous rappelons à toutes les parties qu'elles sont tenues de respecter le droit international humanitaire et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous rappelons également aux parties que l'escalade de la violence compromet et sape les efforts déployés pour parvenir à

un règlement pacifique du conflit et nous leur demandons de faire preuve de la plus grande retenue, car il ne peut y avoir de solution militaire à cette crise.

Nous sommes aussi particulièrement préoccupés par les attaques que continuent de mener des forces étrangères contre les infrastructures civiles en Syrie, qui sont protégées par le droit international humanitaire, à un moment où le pays est au plus mal. Nous condamnons les frappes aériennes des 7 et 22 mars, attribuées à Israël, qui ont visé l'aéroport international d'Alep et perturbé la distribution d'une aide humanitaire essentielle, par l'ONU et d'autres organismes d'aide, aux victimes du tremblement de terre dans le pays. Nous rappelons que des frappes aériennes similaires sur le même aéroport, en septembre 2022, avaient causé des dégâts matériels et interrompu la prestation de services. Nous appelons Israël à cesser de mener de telles attaques contre la Syrie et à recourir à des moyens pacifiques pour répondre à ses préoccupations, avec l'appui de la communauté internationale.

Au vu de la situation actuelle en Syrie, il est plus urgent que jamais de trouver une solution politique au conflit. La résolution 2254 (2015) demeure la principale feuille de route pour parvenir à la solution politique souhaitée, en tenant compte des préoccupations du plus grand nombre de Syriennes et de Syriens, notamment les femmes et la société civile. Nous réaffirmons que l'option la plus viable pour assurer durablement la paix et la stabilité est un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, sous l'égide de l'ONU, qui réponde aux aspirations du peuple syrien.

Afin de faire avancer le processus politique, les membres africains du Conseil de sécurité appuient résolument les efforts que continue de déployer l'Envoyé spécial de l'ONU, M. Geir Pedersen, notamment l'approche pas-à-pas qu'il a proposée, pour parvenir à une solution politique durable au conflit. Les parties doivent donc s'engager à mettre pleinement en œuvre la résolution 2254 (2015), notamment en instaurant un cessez-le-feu à l'échelle nationale et en coopérant pour sortir l'organe restreint de la Commission constitutionnelle de l'impasse dans laquelle il se trouve actuellement.

Régler la question des détenus, notamment en facilitant la libération des personnes vulnérables qui se trouvent en détention, comme les personnes âgées, les femmes et les enfants, et en donnant des informations sur le sort des personnes portées disparues, constituerait une importante mesure de confiance. Les avancées dans ce domaine contribueront également de manière

concrète à l'approche progressive et réciproque de l'Envoyé spécial visant à créer un environnement propice aux progrès politiques.

Pour en revenir à la situation humanitaire, 12 années de conflit armé ont dévasté l'économie nationale, avec une inflation qui a atteint des niveaux record, et ont affaibli la monnaie locale. Dans le même temps, les prix alimentaires montent en flèche et dépassent le pouvoir d'achat des Syriens ordinaires, si bien que pas moins de 12,1 millions de personnes se trouveraient en situation d'insécurité alimentaire. Les services sociaux et les services de base s'effondrent, sans parler des coupures d'électricité, de la crise du carburant et de la pénurie d'eau, des problèmes qui touchent tout particulièrement les Syriens ordinaires, lesquels doivent à présent faire face à une épidémie de choléra qui vient s'ajouter à tout ce qu'ils ont déjà traversé. Nous félicitons l'ONU pour sa campagne de vaccination contre le choléra et nous demandons que des mesures soient prises pour s'attaquer aux causes profondes de la maladie.

La situation humanitaire désastreuse en Syrie exige une action urgente et collective. Dans cette optique, les membres africains du Conseil de sécurité se déclarent résolument favorables à ce que tous les modes d'acheminement de l'aide à toutes les personnes qui en ont besoin en Syrie soient exploités. Le mécanisme d'aide transfrontière et l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front demeurent essentiels pour atténuer les souffrances de la population syrienne. Nous saluons également les efforts qui ont été déployés récemment pour accroître l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front dans le nord-ouest de la Syrie, et nous appelons les parties à collaborer étroitement avec l'ONU pour créer un environnement sûr et sécurisé en vue d'élargir davantage ce mécanisme. Cependant, une plus grande attention doit être accordée à une action humanitaire plus durable sous forme d'activités de relèvement rapide et de création de moyens de subsistance, ce qui peut contribuer à réduire la dépendance continue à l'égard de l'aide.

Par ailleurs, pour alléger l'énorme fardeau humanitaire dans les camps, nous appelons les États à rapatrier leurs citoyens en toute sécurité et dans la dignité, conformément aux normes du droit international humanitaire, en particulier les femmes et les enfants vivant dans les camps, notamment le camp de Hol, où ils sont confrontés à une grave insécurité. Il faut également garantir un accès humanitaire libre et sans entrave pour

que l'aide nécessaire puisse parvenir aux personnes qui se trouvent dans le camp de Roukban.

Pour terminer, les membres africains du Conseil de sécurité réaffirment que la résolution 2254 (2015) demeure la solution la plus viable au conflit. Des progrès dans le processus politique ouvriront la voie tant attendue vers la paix, ce qui n'est possible que par l'instauration d'un cessez-le-feu à l'échelle nationale et grâce à un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, sous l'égide de l'ONU.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

**M. Sabbagh** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier M. Pedersen et M. Talahma de leurs exposés.

Au cours des 12 dernières années, la République arabe syrienne a adressé des centaines de lettres identiques au Conseil de sécurité et au Secrétaire général. Elle a communiqué au Conseil à d'innombrables reprises des informations sur l'agression contre sa souveraineté et les violations de son unité et de son intégrité territoriale, ainsi que sur l'ingérence flagrante dans ses affaires intérieures. Toutefois, ces questions n'ont pas été traitées avec le sérieux et la responsabilité requis en raison des politiques destructrices menées par trois membres permanents du Conseil de sécurité, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Il est inacceptable que ces trois pays, ainsi que l'Allemagne, aient publié une déclaration commune le 16 mars (voir S/PV.9285), qui déforme les faits et manipule les événements, dans le droit fil des campagnes menées par ces pays contre l'État syrien depuis 2011 jusqu'à aujourd'hui pour induire l'opinion publique en erreur. Par leur déclaration, ces pays voulaient se soustraire à leurs responsabilités pour leur implication dans le massacre des Syriens, que ce soit par une agression directe ou par l'intermédiaire de diverses organisations terroristes qui agissent pour leur compte. Ils ont tenté de s'exonérer des graves souffrances humaines subies par le peuple syrien en raison des politiques de punition collective qu'ils ont imposées au moyen du blocus et des sanctions unilatérales. En outre, ils persistent à fermer les yeux sur le fait que les Syriennes et les Syriens ont été privés de leurs richesses et de leurs ressources nationales.

Le deux poids, deux mesures qui guide la mentalité occidentale a déformé les faits au sein du Conseil,

car celui-ci prétend être attaché à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la Syrie, mais il n'est jamais intervenu pour mettre fin aux agressions répétées et systématiques d'Israël contre le territoire syrien, dont la plus récente est celle qui a visé l'aéroport international d'Alep hier, mercredi 22 mars, à l'aube. Cet acte d'agression a mis l'aéroport hors service pour la deuxième fois ce mois-ci, ce qui constitue un double crime contre une installation civile qui, depuis le tremblement de terre, est utilisée pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire.

Ces pays déplorent la situation des réfugiés et des déplacés syriens, mais passent sous silence le fait qu'ils ont directement contribué à saper la sécurité et la stabilité dans lesquelles vivaient les Syriennes et les Syriens, ce qui a poussé nombre d'entre eux à quitter leur lieu de résidence. Nous voyons ces pays exprimer devant le Conseil leur inquiétude face au trafic de drogue, qui a contribué à créer un climat propice aux activités transfrontières des organisations terroristes et criminelles, lesquelles leur ont procuré des revenus considérables qui les ont aidées à financer leurs activités criminelles.

Comment peut-on accepter que les Administrations américaines successives protègent Israël, l'aident à échapper aux sanctions pour ses crimes terroristes et s'obstinent à empêcher le Conseil de s'acquitter de ses responsabilités pour mettre un terme à ces crimes et veiller à ce que les responsables répondent de leurs actes ?

Comment peut-on justifier la visite du chef d'état-major des États-Unis, le 4 mars, dans une base militaire des forces américaines présentes illégalement et clandestinement dans le nord-est de la Syrie, et ne pas la condamner comme une violation de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie ?

Comment peut-on croire les affirmations des États-Unis et de leurs alliés selon lesquelles ils contribuent véritablement aux efforts de lutte contre le terrorisme et mettent en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité en la matière pour sauver le monde du fléau du terrorisme, alors que les États-Unis soutiennent une base terroriste à Tanf, dans le sud-est de la Syrie ? Avec leurs alliés, les États-Unis font passer un groupe terroriste comme les Casques blancs, qui est une branche des groupes terroristes Front el-Nosra/Hay'at Tahrir el-Cham, pour une organisation humanitaire.

Comment expliquer qu'ils refusent de rapatrier les combattants terroristes et les membres de leurs familles qui sont des ressortissants de leurs pays, tout en se dérochant à la responsabilité qui leur incombe de poursuivre ces combattants terroristes et de les amener à répondre de leurs actes, mais aussi de réadapter et de réinsérer les membres de leurs familles au sein de leurs sociétés ?

La Syrie a toujours appelé à séparer les questions relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme de toute considération politique, mais certains persistent à les politiser. À cet égard, je tiens à mentionner la campagne organisée à l'ONU et menée, malheureusement, par les mêmes pays occidentaux qui suivent une approche hostile pour soulever la question des personnes portées disparues en République arabe syrienne dans le but de créer un autre mécanisme international politisé dont le seul objectif est de déformer les faits et d'accroître la pression sur un pays qui lutte contre le terrorisme au nom de tous les peuples du monde.

Tout processus crédible visant à faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues en Syrie nécessite de déterminer ce qu'il est advenu des milliers de personnes qui ont été tuées à la suite des frappes aériennes militaires menées par la prétendue coalition internationale dirigée par les États-Unis d'Amérique durant son agression contre les villes syriennes. Il faut également savoir ce qu'il est advenu des personnes portées disparues aux mains des groupes terroristes désignés par le Conseil de sécurité, tels que l'organisation Daech, le Front el-Nosra, Hay'at Tahrir el-Cham et d'autres organisations terroristes, depuis plus de 10 ans.

Conformément à la Constitution syrienne et à la législation pertinente, le Gouvernement syrien s'engage à appliquer les procédures de recherche des personnes portées disparues, que ce soit aux mains d'organisations terroristes ou des forces d'occupation étrangères. Il s'efforce de les retrouver, notamment en coopérant dans le cadre du processus d'Astana pour faire la lumière sur le sort des personnes portées disparues et détenues par des groupes terroristes. Les institutions syriennes chargées de l'application des lois mènent également des enquêtes indépendantes sur chaque incident concernant des personnes portées disparues lorsque leur disparition a été signalée dans une plainte ou un rapport officiel, en particulier dans le nord-est de la Syrie, qui est occupé par les États-Unis d'Amérique et leurs alliés terroristes et séparatistes.

Nous avons pu voir un autre aspect de la politisation des questions humanitaires lorsque nous avons

dû faire face aux répercussions du séisme qui a frappé la Syrie et la Türkiye le 6 février. Les préparatifs de la conférence de donateurs de Bruxelles pour venir en aide aux victimes du séisme en Syrie et en Türkiye ont eu lieu récemment sans aucune coordination avec le Gouvernement syrien, qui représente un pays touché par la catastrophe et qui n'a même pas été invité à participer à la conférence. De fait, les organisateurs de la conférence ont également exclu les principaux acteurs humanitaires nationaux représentant des organisations non gouvernementales syriennes.

La politisation des efforts humanitaires et de développement en Syrie s'illustre également par l'insistance avec laquelle les États-Unis et l'Union européenne continuent d'imposer leurs mesures coercitives illégales et inhumaines contre le peuple syrien. Ces mesures empêchent l'acheminement d'articles nécessaires pour porter secours aux victimes du séisme et fournir une aide aux personnes touchées. En ce qui concerne les mesures liées à la promotion de dérogations pour raisons humanitaires, elles sont invalidées par les faits qui prouvent qu'elles sont inefficaces et se résument à de la propagande.

La République arabe syrienne s'est engagée à fournir des installations à l'ONU et aux organisations internationales afin d'acheminer de l'aide et des secours dans toutes les zones touchées par divers moyens, y compris à travers les deux points de passage frontaliers supplémentaires qu'elle a ouverts, à la suite d'une décision souveraine, afin de faciliter l'intervention humanitaire dans les zones touchées qui sont sous le contrôle d'organisations terroristes, une décision digne de respect et de soutien. Le passage de près d'un millier de camions transportant une aide de l'ONU vers le nord-ouest de la Syrie en est la meilleure preuve. Le fait de remettre en question cette décision et de prétendre que l'aide humanitaire est détournée de ses destinataires est un comportement répréhensible qui a pour but de saper les efforts du Gouvernement syrien.

Pour terminer, la République arabe syrienne appelle tous les pays à examiner objectivement toutes les préoccupations exprimées et demande à certains pays d'abandonner leurs politiques hostiles, de s'abstenir de déformer les faits concernant l'État syrien et de cesser de fabriquer des accusations à son endroit. Elle exhorte également les donateurs à faire preuve de solidarité à l'égard du peuple syrien dans ces circonstances difficiles et à mettre fin à ses souffrances en mobilisant des engagements financiers pour faire face à l'ampleur et à la gravité des dégâts. Pour surmonter les répercussions



de la crise syrienne, les États Membres doivent faire preuve d'une volonté politique sincère d'aider la Syrie, d'appuyer les efforts de l'État syrien et de ses institutions nationales visant à promouvoir un relèvement rapide et la relance économique, et de permettre aux Syriens de bâtir un avenir meilleur pour leur patrie.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

**M. Ershadi** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. Pedersen et M. Talahma de leurs exposés instructifs et éclairants.

La situation humanitaire en Syrie reste difficile, en particulier à la suite du récent séisme dévastateur. Nous rendons hommage à l'ONU et aux organismes humanitaires qui travaillent sans relâche pour fournir une aide et des secours essentiels aux personnes touchées à Alep, Hama et Lattaquié.

Toutefois, malgré ces efforts, le dernier rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires souligne que les déficits en ressources persistent et qu'il est urgent d'y remédier. Nous appelons la communauté internationale et les donateurs à continuer d'appuyer l'action humanitaire en Syrie.

Nous espérons que la récente visite de M. Griffiths en Syrie, le 21 mars, au cours de laquelle il a rencontré et consulté les autorités syriennes, se traduira par une augmentation et une amélioration de la livraison d'aide et d'assistance aux personnes dans le besoin. Nous saluons les efforts que déploie le Gouvernement syrien pour encourager et faciliter l'accès humanitaire à toutes les régions de la Syrie.

Nous appelons à l'application intégrale de la résolution 2672 (2023), l'accent étant mis sur les projets de relèvement rapide qui visent à reconstruire les infrastructures essentielles, dont tous les Syriens ont besoin, et sur l'amélioration des opérations d'aide menées à travers les lignes de front. Ces efforts permettront non seulement d'apporter une aide urgente à la population syrienne, mais aussi d'ouvrir la voie à un développement durable à long terme. Il est également capital que l'aide humanitaire soit fournie de manière impartiale et sans discrimination ni politisation ou toute autre condition. C'est essentiel pour garantir que les personnes les plus vulnérables reçoivent l'assistance dont elles ont besoin et que les efforts humanitaires ne soient pas entravés par des facteurs externes. Dans l'intervalle, la communauté internationale doit s'attacher à lever les sanctions

unilatérales inhumaines, afin de remédier plus efficacement à la crise humanitaire. Étant donné que ces mesures illégales entravent la capacité du Gouvernement de fournir des services essentiels et d'améliorer les conditions de vie, il est extrêmement difficile pour le peuple syrien de subvenir à ses besoins fondamentaux.

En tant qu'ami de la Syrie, l'Iran est solidaire du peuple syrien en ces temps difficiles et reste déterminé à lui apporter le soutien et l'aide dont il a besoin pour surmonter la situation délicate dans laquelle il se trouve. L'Iran a été l'un des premiers pays à répondre aux appels humanitaires de la Syrie et a livré des cargaisons humanitaires dans les régions touchées, y compris des produits alimentaires et non alimentaires de première nécessité. En outre, le 9 mars, le Ministre des affaires étrangères de notre pays a pris la tête d'une délégation qui s'est rendue dans la région de Lattaquié frappée par le tremblement de terre. Au cours de cette visite, il a réaffirmé la volonté de l'Iran d'appuyer la Syrie et indiqué que l'Iran resterait un ami indéfectible du peuple et du Gouvernement syriens en ces temps particulièrement difficiles.

Bien que le droit international interdise de prendre pour cible des infrastructures civiles critiques et qu'il demeure impératif de respecter les principes humanitaires, le régime israélien a poursuivi son agression et ses attaques terroristes contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie en prenant délibérément et systématiquement pour cible des infrastructures critiques. Dans le prolongement de son agression et de ses attaques terroristes, le régime israélien a effectué, le 7 mars, plusieurs frappes aériennes sur l'aéroport international d'Alep, le contraignant à fermer temporairement. Une autre attaque terroriste a eu lieu hier, le 22 mars.

Ces attaques terroristes odieuses ont eu de lourdes conséquences humanitaires pour les habitants d'Alep, qui sont déjà confrontés à une crise humanitaire, et ne font qu'aggraver leur situation. Nous les condamnons dans les termes les plus forts, car elles prennent pour cible des infrastructures civiles et violent le droit international humanitaire et la Charte des Nations Unies, ce qui constitue une grave menace pour la paix et la stabilité de la région. La communauté internationale doit faire front commun pour condamner ces attaques, amener le régime israélien à répondre de ses violations et prendre les mesures qui s'imposent pour empêcher toute nouvelle agression contre la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie. Le Conseil de sécurité doit

notamment renoncer à sa politique de deux poids, deux mesures et endosser ses responsabilités en condamnant expressément le régime israélien pour ses violations persistantes des principes fondamentaux consacrés par le droit international et la Charte.

Nous demeurons fermement convaincus que, si l'on veut trouver une solution politique durable et efficace à la crise syrienne, un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens, sous les auspices de l'ONU, est la seule approche viable. Tout en réaffirmant notre attachement à la souveraineté nationale, à l'indépendance, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, nous poursuivrons, de concert avec nos partenaires du processus d'Astana, nos efforts inlassables pour parvenir à une normalisation durable et à long terme de la situation en Syrie et dans les environs. Nous exprimons par ailleurs notre soutien résolu aux travaux de la Commission constitutionnelle et félicitons l'Envoyé spécial des efforts constants qu'il déploie pour faciliter les réunions de la Commission, ainsi que de ses échanges avec les parties syriennes, lesquels constituent des jalons importants pour faire avancer le processus politique.

La présence illégale de forces militaires étrangères en Syrie constitue une violation flagrante de la Charte et du droit international et est la principale source d'insécurité dans le pays. Nous appelons au retrait immédiat et complet de ces forces, car il est indispensable pour créer des conditions propices au règlement de la crise et au rétablissement de la paix et de la stabilité dans la région.

Enfin, nous nous félicitons des contacts diplomatiques récents et accrus entre la Syrie et ses partenaires régionaux et internationaux. L'amélioration des relations diplomatiques de la Syrie avec la région et le reste du monde est indispensable pour garantir la sécurité, la stabilité et la prospérité du pays et contribuerait notamment à assurer le retour durable et en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées. Nous sommes prêts à apporter notre aide à cet égard.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Türkiye.

**M. Önal** (Türkiye) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux autres orateurs et oratrices pour remercier l'Envoyé spécial Pedersen et M. Talahma, Directeur par intérim de la Division des opérations et de la communication au Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

La semaine dernière, le conflit en Syrie est entré dans sa treizième année. Le peuple syrien continue de

souffrir des ravages de la guerre et des déplacements de population. Même avant les tremblements de terre, la détresse humanitaire de la population était intolérable, et les tremblements de terre ont aggravé une situation déjà précaire, rendant les besoins humanitaires encore plus aigus. Dans les circonstances actuelles, la poursuite de l'aide humanitaire transfrontière de l'ONU est plus indispensable que jamais. En l'état, les points de passage de Bab el-Salam et de Raai fonctionnent, en plus de celui de Bab el-Haoua. Comme l'a souligné le Secrétaire général la semaine dernière, il faut de toute urgence garantir un accès transfrontière à plus long terme au nord-ouest de la Syrie.

Alors que la crise en Syrie perdure, nous ne pouvons pas nous permettre de faire preuve de complaisance face à la situation actuelle. Les tremblements de terre et les besoins d'urgence consécutifs à ces catastrophes ont une fois de plus démontré les dangers de la procrastination. Il faut insuffler un nouvel élan au processus politique. La résolution 2254 (2015) nous donne en l'occurrence les grandes lignes d'une solution politique viable. Dans le même temps, il convient de préserver le calme sur le terrain pour que les opérations humanitaires se poursuivent sans encombre et que le processus politique progresse.

Comme nous l'avons déjà souligné, la création de conditions propices au retour volontaire, en toute sécurité et dans la dignité des réfugiés doit faire partie intégrante des efforts que nous menons pour trouver une solution durable à la crise et constitue de fait une responsabilité collective de la communauté internationale. La Türkiye demeure attachée à l'unité politique et à l'intégrité territoriale de la Syrie et elle reste déterminée à contrecarrer les projets malveillants et séparatistes des organisations terroristes, principalement le Parti des travailleurs du Kurdistan/les Unités de protection du peuple et Daech.

Il faut soulager la détresse du peuple syrien. Cela exigera l'adoption d'une approche multidimensionnelle et la participation de toutes les principales parties prenantes. La Türkiye, quant à elle, continuera de se joindre à tous les efforts internationaux déployés à cette fin.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 12 h 10.*